

ORGANISME COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

MARCHE DE NETTOYAGE POUR LES CAF DE BRETAGNE, L'UIOSS¹ D'ILLE-ET-VILAINE ET LA CAF DE LA MANCHE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

Marché AOO Caf 35 n°08-2024

Appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique

¹ L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale

Table des matières

ARTICLE 1 – DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	3
1.1. Définition :.....	3
1.2. Description générale des prestations :.....	3
1.3 Description des prestations forfaitaires :.....	3
1.4 Modalités de mise en œuvre des prestations forfaitaires :	5
1.5 Particularité du début de mise en œuvre pour le lot 5	5
1-6 Prestations à la demande (bons de commande)	5
1-7 Prestations commandée par bon de commande pour le nettoyage d'étage supplémentaire (lot 7)	5
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'ANNEXE 1	6
ARTICLE 3 – LE PERSONNEL DU TITULAIRE.....	6
3.1 - Encadrement accompagnement :	6
3.2 - Personnel- horaires organisation :	6
3.3 - formations.....	7
ARTICLE 4 – LA GESTION DE LA FIN DU MARCHE	7
ARTICLE 5 – SECURITE/SURETE	7
5.1 Mesures de sécurité.....	7
5.2 Mesures liés à une épidémie.....	8
5.3 Sureté	8
ARTICLE 6 – PRODUITS, PETITS MATERIELS ET CONSOMMABLES	9
6.1 Produits et petits matériels :.....	9
6.2 Consommables :.....	10
ARTICLE 7 – DECHETS	11

ARTICLE 1 – DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS

1.1. Définition :

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les prestations de nettoyage des locaux doivent être exécutées par le prestataire au sein des sites des Caf de Bretagne, de l'UIOSS et de la Caf de la Manche.

Le présent document ne concerne pas les lots réservés.

1.2. Description générale des prestations :

Les prestations de nettoyage doivent être adaptées aux lieux, une attention particulière est portée aux sanitaires.

Les prestations de nettoyage concernent l'exécution de prestations de nettoyage des locaux telles que celles sont définies dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Le lieu d'exécution du marché est constitué par un ensemble de sites décrits à **l'annexe 1** – Cette annexe décrit les bâtiments, précise les fréquences ainsi que les horaires d'intervention.

*Précision sur la lecture de **l'annexe 1** : les fréquences sont précisées dans l'onglet fréquence. Cependant, la fréquence **des passages**, propre à chaque site est mentionnée dans les onglets portant sur la description des sites.*

1.3 Description des prestations forfaitaires :

La prestation d'entretien des locaux sera découpée en différentes missions qui sont définies ci-dessous :

1.3.1 La prestation nettoyage des locaux décrite sur **l'annexe 1** qui consistera à :

- assurer l'entretien régulier de l'ensemble des sites prévus dans le marché (annexe 1)

La société de nettoyage est responsable du maintien des surfaces dans leur état d'usure conforme à la destination de la pièce concernée et de toutes les détériorations qui apparaîtraient pendant et après les prestations.

Pour l'aspect des sols et revêtements tels que tâches, etc., le titulaire du marché doit mettre en œuvre les moyens suffisants pour parvenir à les éliminer.

L'utilisation des moyens mécaniques traditionnels (laveuses, cireuses) sera adaptée aux locaux à entretenir et devra prendre en compte la typologie des locaux

- assurer la gestion des déchets du site en respectant les contraintes de tri qui sont en place sur celui-ci. (évacuation des déchets via les contenants adaptés et mise sur la voirie ou dans les locaux appropriés).

1.3.2 la prestation vitrerie :

➤ Sites concernés :

Cette prestation est exigée pour les lots et sites suivants :

Pour La Caf des Côtes d'Armor (Caf 22) :

- Lot 4 – Caf 22 – Seul le site de Lannion est concerné

Pour la Caf d'Ille-et-Vilaine (Caf 35) :

- Lot 6 – Caf 35

Pour l'UIOSS d'Ille-et-Vilaine (UIOSS 35)

- Lot 7 – UIOSS 35 – Le site de Fougère est concerné.

Pour la Caf de la Manche (Caf 50)

- Lot 8 – Caf 50 – Le site concerné est l'agence de Saint-Lô

➤ Contenu de la prestation

Ainsi, pour ces sites concernés, sont comprises dans le forfait relatif aux prestations de nettoyage, les prestations de vitrerie suivantes:

- ◆ le nettoyage des châssis et vitres des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur accessibles ;
- ◆ Le nettoyage des vitres et portes vitrées sur cloisons distributives dans le bâtiment ;
- ◆ la fourniture du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Le détail des surfaces vitrées pour chaque bâtiment est indiqué dans **l'annexe 1**. Les surfaces sont indiquées pour deux faces.

Les fréquences sont mentionnées dans **l'annexe 1**.

Le titulaire assure la fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des moyens matériels pour nettoyer la vitrerie.

Les produits d'entretien sont à la charge du titulaire.

Lorsqu'ils n'existent pas sur les sites, les moyens de levage ou d'accès aux surfaces à entretenir sont fournis par le titulaire. Les coûts correspondants sont inclus dans le forfait de rémunération. Le titulaire indiquera dans **son offre les moyens d'accès** qu'il compte utiliser pour l'exécution des prestations.

➤ **Typologie sur l'accessibilité des surfaces :**

Les typologies de l'accès des surfaces sont précisées dans l'annexe 1.

Les surfaces sont regroupées en fonction des sites selon deux modes :

- accessible ;
- difficilement accessible (> 3 m) et demandant l'utilisation de moyens d'accès pour réaliser la prestation ;

1.4 Modalités de mise en œuvre des prestations forfaitaires :

Les prestations forfaitaires sont mises en œuvre selon les fréquences indiquées dans l'annexe 1.

Pour les prestations de vitrerie, à chaque passage, le titulaire retournera un *bon de service fait* dûment signé par le responsable de site.

1.5 Particularité du début de mise en œuvre pour le lot 5

Pour le lot n°5 portant sur le nettoyage des centres sociaux à Saint-Brieuc, le centre social « Cap Couleur » sera en travaux les premiers de l'exécution du marché. Aussi, du 1^{er} décembre 2025 au 30 août 2026, soit les neuf premiers mois, les prestations seront réalisées dans des locaux modulaires, de superficie de 125 m2. A partir du 1^{er} septembre 2025, les prestations se dérouleront dans le site « habituel » de Cap couleur ». L'annexe financière reprend ce phasage.

1-6 Prestations à la demande (bons de commande)

Ces prestations concernent les lots 1 à 11, ainsi que pour les lots 14,15, 16 et 19

Les prestations à la demande sont commandées par des bons de commandes. Ces prestations sont listées dans l'annexe financière.

1-7 Prestations commandée par bon de commande pour le nettoyage d'étage supplémentaire (lot 7)

Pour le lot n°7, s'agissant du nettoyage des locaux de la Tour à Rennes. Une partie des locaux fait l'objet d'une prestation socle, à prix forfaitaire. Les autres parties seront commandés via des bons de commande. L'article 2.1 du CCAP en précise les modalités.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'ANNEXE 1

➤ **L'annexe 1 :**

- **Sites d'exécution de la prestation par lot** précise les sites d'exécution de la prestation par lot, La nature des locaux, les surfaces.
- **les fréquences minimales exigées en fonction des prestations**

ARTICLE 3 – LE PERSONNEL DU TITULAIRE

3.1 - Encadrement accompagnement :

Afin de mettre en œuvre et accompagner cette prestation de service, le prestataire devra fournir son tableau d'encadrement interne et local (agents de maîtrise, chef d'équipe, encadrement intermédiaire). Il devra présenter son organisation du travail afin de faciliter la compréhension au représentant de la Caf.

Pour ce faire, la Caf s'appuiera sur **le cadre de réponse** complété par le titulaire lors de la remise de son offre. Cette présentation permettra d'identifier la qualité / quantité d'encadrement dédiée à la Caf.

3.2 - Personnel- horaires organisation :

Les horaires d'exécution des prestations sont précisés dans **l'annexe 1**, dans les onglets portant sur la description des sites.

Les heures pour accéder aux bâtiments, les clés, ainsi que les codes d'ouvertures ou toutes informations sur la sécurisation éventuelle du bâtiment seront fournies uniquement au titulaire du marché.

➤ **Tenue des agents :**

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent. La tenue permettra d'identifier les agents du titulaire. Un logo de l'entreprise devra y être apparent.

Le travail en journée de façon continue :

Après la période de crise sanitaire relative à la propagation de la COVID-19, la Caf souhaitera avec le concours du titulaire réfléchir et mettre en œuvre le cas échéant un fonctionnement pour un travail en journée de façon continue. A cette fin, les prestations de nettoyage pourront s'exécuter en co-

activité, à condition que des mesures de sécurité soient prises sur le site pour éviter tout risque de dommages aux personnes (chocs, chutes, glissades...) et que la nuisance sonores, respiratoires ou olfactives soient minimisées.

3.3 - formations

Le Titulaire s'assure que ses agents de propreté sont formés régulièrement à l'organisation du travail (zones de travail, équipements, rangement, etc.), l'utilisation du matériel, la manutention et les bonnes postures, la lecture des étiquettes, les règles de manipulation et le dosage des produits, la toxicité des produits, les risques électriques, la prévention des accidents, l'utilisation d'équipement de protection individuelle adaptée, les premiers soins et l'alerte des premiers secours.

La Caf se réserve la possibilité d'exiger les attestations de formations datées et signées des personnes affectées sur les sites. En cas d'absence de production sous 5 jours, le pouvoir adjudicateur ou son représentant convoquera le Titulaire afin que celui-ci justifie la non-production.

Le pouvoir adjudicateur et/ou les organismes se réservent la possibilité de demander les plans de formation affectés sur les sites des organismes. Les besoins en formation des agents de service, ainsi que la planification de celles-ci doivent être adaptés aux besoins et spécificités du travail à effectuer.

Les frais de formation sont à la charge du Titulaire.

ARTICLE 4 – LA GESTION DE LA FIN DU MARCHÉ

Voir chapitre 6 du CCAP

ARTICLE 5 – SECURITE/SURETE

5.1 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'Organisme et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'Entreprise, d'un balisage. Ce balisage devra indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer à l'Organisme les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Plan de prévention des risques :

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

5.2 Mesures liés à une épidémie

A la demande de l'organisme, le Titulaire du présent marché mettra en application toutes les procédures et moyens nécessaires afin de respecter les règles de préconisations sanitaires en période d'épidémie pour l'ensemble de son personnel. Il devra veiller à la bonne exécution des gestes barrières et au respect du port du masque conformément au protocole sanitaire en vigueur dans chaque organisme.

Le Titulaire devra fournir à l'ensemble de son personnel tous les moyens de protection nécessaires et s'assurer du renouvellement régulier de ces fournitures (masques, gels, lingettes désinfectantes...).

5.3 Sureté

Il est interdit au prestataire ou à ses préposés d'introduire ou de laisser s'introduire dans les sites toute personne étrangère à l'exécution des prestations.

Il est interdit de dupliquer les clés ou les dispositifs d'ouverture des accès. Il est interdit de divulguer les codes d'accès.

ARTICLE 6 – PRODUITS, PETITS MATERIELS ET CONSOMMABLES

6.1 Produits et petits matériels :

Le prestataire fournit les produits et les matériels nécessaires pour l'exécution des prestations demandées. Il est tenu de faire connaître à l'organisme la fiche « produits », qui définit leur emploi, leur composition et les précautions d'utilisation. Il garantit au donneur d'ordre qu'il lui sera communiqué toutes modifications ultérieures par rapport à la liste initialement fournie.

À tout moment, le donneur d'ordre se réserve le droit de demander la provenance des matériels et des produits mis en œuvre. Ceux-ci doivent obligatoirement être conformes à la législation en vigueur ; la non-conformité d'un matériel ou produit engage de plein droit la responsabilité du prestataire.

Le donneur d'ordre se réserve le droit d'interdire l'utilisation de certains produits et matériels s'il est constaté que ces produits ou matériels :

- Constituent un danger pour la santé ou la sécurité des personnes.
- Provoquent des dégradations sur l'environnement.
- Agressent et détériorent les supports sur lesquels ils sont appliqués.
- Ont une action nettoyante insuffisante.

Le prestataire doit veiller à approvisionner ses agents en quantité suffisante de produits et de matériels ; il assure seul la formation et / ou l'information de ses agents aux techniques d'utilisation des produits et matériels.

Il veille par ailleurs à faire respecter les consignes relatives à l'usage des produits notamment celles liées aux dosages.

Le prestataire fournira les fiches techniques des matériels (ex : aspirateur), afin de proposer des matériels adaptés au condition de travail en journée. L'ergonomie pour l'utilisateur sera étudiée ainsi que les « pollutions » sonores, olfactives ou autres qui pourraient nuire à la réalisation de la prestation sur des temps de travail partagés.

Performance écologique des produits :

Nettoyants universels et nettoyants pour sanitaires :

Considérant qu'un écolabel constitue une reconnaissance officielle de la qualité écologique d'un produit, le pouvoir adjudicateur considère que la conformité d'un nettoyant universel et nettoyant pour sanitaires aux exigences d'un écolabel officiel ou équivalent atteste du caractère écoresponsable de ce produit.

Ainsi, les détergents destinés au nettoyage ordinaire des surfaces fixes (telles que sols, murs et plafonds) et les détergents destinés à l'enlèvement ordinaire de la saleté dans les blocs sanitaires, douches, toilettes, points cafétérias existants, bureaux, etc. **doivent avoir autant que possible** des performances environnementales répondant aux exigences de l'écolabel européen « Nettoyants multi-usages ou sanitaires » ou équivalent.

Un plan de progrès pourra porter sur la possibilité de recourir à 100 % à des produits répondant aux exigences de l'écolabel européen ou équivalent.

Produits destinés à des applications spéciales tels que les "produits à dosage automatique", les détartrants ou les désinfectants

Les produits destinés à des applications spéciales, tels que les « produits à dosage automatique », les détartrants ou les désinfectants ne doivent pas contenir des substances qualifiées par les phrases suivantes de risques dans leur composition commerciale :

- R42-R43 (substances sensibilisantes)
- R40- R45-R46-R49-R60-R61-R62-R63-R68 (CMR 1,2 et 3)
- R 54- R55 –R56 – R57 – R58 – R59 (dangers pour l'environnement)
- R39 (effets irréversibles)

Concentration des produits

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit utiliser des produits concentrés afin de limiter la consommation de ressources, de diminuer les déchets d'emballages et de réduire la pollution liée aux transports.

Dispositifs de dosage

Des dispositifs de dosage (dosette, flacon doseur, pompe manuelle, système de dilution automatique) sont mis en œuvre afin de limiter les risques pour le personnel et la surconsommation de produit.

Emballage

Le Titulaire du marché doit favoriser les produits ayant un emballage rechargeable et réutilisable. A minima, les emballages doivent être recyclables.

Tous les contenants doivent être étiquetés. Les produits et les risques encourus doivent être clairement identifiés (codes couleur, pictogramme, etc.). Le Titulaire doit fournir à ses salariés toutes instructions et préconisations afin d'éviter le surdosage des produits utilisés.

6.2 Consommables :

La Caf mettra à disposition du prestataire les consommables hygiéniques ainsi que les distributeurs :

- Savon à mains

- Papier toilette
- Essuie-mains.

La Caf réalisera l'implantation des distributeurs et informera préalablement le prestataire retenu des modalités de fonctionnement et de livraison pour les consommables.

Le titulaire du marché devra quant à lui utiliser les consommables pour effectuer le rechargement des distributeurs. Il devra informer le représentant de la Caf des quantités consommées et des besoins de produits. Il devra aussi informer la Caf sur l'état des matériels et le remplacement éventuel.

Le titulaire informe les responsables de site, sur place, des réapprovisionnements à prévoir en fonction du stock restant.

ARTICLE 7 – DECHETS

La gestion des déchets peut varier selon les sites.

Du fait de la politique de la Caf en matière de déchets, le prestataire devra tenir compte de ces dispositions pour appliquer celles-ci.

Les conteneurs mis à disposition peuvent être différents d'un site à l'autre (bleu, vert, jaune...) de volumes variables et de fréquences de ramassages différentes.

Le prestataire devra tenir compte de tous ces paramètres pour effectuer sa mission d'entretien afin de respecter les conditions des tris au sein des établissements.

Le prestataire retenu devra vider les poubelles ou les collecteurs des sites qu'il a en charge, il devra aussi sortir les conteneurs sur la voie publique et effectuer le ramassage de ceux-ci (si cette obligation est imposée dans l'annexe n°1).

Le prestataire devra donc respecter et appliquer toutes les consignes en vigueur au sein des structures à sa charge. Pendant l'exécution du marché ces consignes sont susceptibles d'évoluer il devra intégrer celles-ci à son organisation.

La Caf présentera aux prestataires les évolutions de la politique de tri au sein de ses établissements afin que celui-ci informe ses équipes et applique les nouvelles dispositions

Dans les conditions prévues par l'article 16 portant sur le plan de progrès, le prestataire pourra faire l'étude de cette mission et proposer un plan de progrès compatible avec les mises en œuvre de la Caf.